

ARTICLE 1 : Champ d'application

Seules sont autorisées sur la retenue de Pinet les activités qui ne sauraient nuire à l'exploitation des concessions de force hydraulique accordées à Electricité de France laquelle demeure dans tous les cas prioritaires au sens de la circulaire ministérielle n° 75.123 du 18 août 1975. Cette priorité s'applique notamment aux variations du plan d'eau dans le cadre du fonctionnement normal des usines et de leur entretien, aux vidanges indispensables à la bonne conservation des ouvrages au soutien d'étiage et à la sécurité en général des ouvrages et installations d'Electricité de France.

Ces activités peuvent s'exercer dans les limites et conditions définies ci-après, aux risques et périls des pratiquants, sans que la responsabilité d'Electricité de France ni de l'Etat puisse être engagée.

En particulier, du fait des variations de niveau de la retenue de Pinet, ou de la présence d'obstacles immergés, les usagers du plan d'eau sont tenus de prendre à leurs frais toutes précautions appropriées pour éviter les accidents et avaries.

ARTICLE 2 : Dispositions d'ordre général

L'aménagement de toute installation en bordure de la retenue sur des terrains faisant partie du domaine de la concession, est interdit sauf convention préalable conclue avec Electricité de France.

Cette convention n'entrera en vigueur qu'après approbation par le directeur régional de l'industrie et de la recherche, région Midi-Pyrénées.

- La circulation et le stationnement sur la retenue des bateaux ou engins flottants de toutes sortes, ainsi que la baignade, sont interdits dans la zone comprise entre le barrage et la ligne droite reliant les deux points situés sur chaque rive à 500 mètres en amont de l'ouvrage de retenue.

Seules peuvent pénétrer dans la zone interdite les embarcations du service national d'Électricité de France, chargé de l'exploitation du contrôle des ouvrages.

À l'exception de la zone d'interdiction définie ci-dessus et des zones de baignades, la circulation des pédalos, canoës-kayaks, embarcations à rames, à voiles et à moteur est autorisée sur toute la surface de la retenue.

En amont de cette zone interdite, sur une zone de 4,5 km, les embarcations à moteur sont autorisées sans limitation de vitesse.

En amont de cette zone de 4,5 km la vitesse maximum des bateaux à moteur ne doit en aucun cas excéder 10 kilomètres/heure. Cette limitation de vitesse ne s'applique pas aux bateaux chargés de la surveillance des pédalos et autres embarcations en location.

Des baignades peuvent être aménagées en bordure de la retenue en dehors des zones d'interdiction en amont du barrage.

Le stationnement des bateaux sur la retenue ne devra pas créer une gêne pour la navigation.

ARTICLE 3 : Schéma directeur d'utilisation.

Les conditions d'utilisation du plan d'eau sont réglées selon les dispositions prévues par le schéma directeur joint en annexe.

ARTICLE 4 : Signalisation du plan d'eau

4.1. Signalisation à mettre en place et entretenir par E.D.F.

La zone interdite à proximité du barrage est délimitée par des panneaux comportant l'inscription « Danger – Sports nautiques interdits », comme indiqué au schéma directeur d'utilisation.

Ces panneaux sont installés perpendiculairement à la rive.

4.2. Signalisation à mettre en place et entretenir par les collectivités intéressées :

La zone indiquée ci-dessus est signalée par deux panneaux A.1 (un sur chaque rive) rectangulaires de 1m X 2m à bandes horizontales rouge, blanche et rouge comportant un cartouche inférieur avec l'inscription « Danger ».

Ces panneaux A1 sont installés perpendiculairement à la rive.

Cette signalisation est complétée par une bouée mouillée en milieu du plan d'eau dans l'alignement des panneaux A1.

Cette bouée sera de couleur jaune, surmontée d'un fanion triangulaire rigide rouge et d'un diamètre au niveau de la ligne de flottaison égal à 0,60 m.

Des panneaux B.6 de limitation de vitesse à 10 kilomètre/heure sont installés conformément aux prescriptions du schéma directeur ci-joint.

Ces panneaux B.6 sont implantés parallèlement à la rive.

4.3. Signalisation à mettre en place et entretenir par les utilisateurs ou organisateurs :

Des baignades peuvent être aménagées en bordure de la retenue.

Les zones réservées à la baignade sont balisées à l'aide de bouées biconiques de couleur jaune, conformément aux dispositions de la pièce annexée au présent arrêté. Elles peuvent être également matérialisées au moyen de flotteurs jaune sphériques de 0,20m de diamètre minimum espacés de 10 mètres au plus et reliés par un filin flottant.

ARTICLE 5 : Limitation dans le temps

La navigation n'est autorisée qu'entre le lever et le coucher du soleil.

ARTICLE 6 : Règles de route.

L'ordre de priorité pour la navigation sur la retenue est fixé de la façon suivante : bateaux de sécurité, bateaux à voile, embarcations légères (pédalos, canoës-kayaks, barques à rames, planches à voiles), bateaux à moteur.

Aucune embarcation ne doit gêner le passage de bateaux à passagers faisant route.

Les embarcations doivent porter des marques d'identification et posséder l'équipement requis conformément à la réglementation en vigueur.

Les conducteurs d'embarcation à moteur pouvant naviguer à plus de 20 km/h doivent être en possession du certificat de capacité « S ».

ARTICLE 7 : Ski nautique.

La pratique du ski nautique n'est autorisée que par temps clair, entre le lever et le coucher du soleil, dans la zone de 4,5km située entre la zone interdite en amont du barrage et la zone où la vitesse est limitée à 10 km/h.

Le conducteur du bâtiment remorqueur doit être accompagné d'une personne âgée de quinze ans au moins, chargée du service de la remorque et de la surveillance du skieur. Les personnes titulaires du brevet d'Etat de moniteur de ski nautique ne sont pas soumis à cette disposition.

En dehors de la prise de remorque par le skieur, la remorque ne doit pas être traînée à vide.

Il est interdit à tout bâtiment remorquant des skieurs nautiques de passer à moins de 50 mètres des baigneurs, bâtiments ou engins flottants.

ARTICLE 8 : Plongée subaquatique.

L'exercice de plongée subaquatique est interdit.

Cette interdiction ne s'applique pas en cas de recherche de personnes noyées, ou de biens, pour les plongeurs relevant du service départemental d'incendie et de secours, ainsi que pour les plongeurs civils participant à la recherche.

ARTICLE 9 : Mesures particulières de sécurité.

Afin de réduire la gêne apportée aux pêcheurs et aux baigneurs, les bateaux ou engins flottants de toute sorte ne doivent s'approcher, sauf cas de force majeure, à moins de 20 mètres des rives de la retenue, en dehors des embarcadères et des zones d'accostage. Dans ces derniers cas, la vitesse de toutes embarcations est limitée à 5 km/h à l'intérieur de cette bande de rive.

Le conducteur de toute embarcation propulsée par un moteur amovible ou non, d'une puissance réelle excédant 6 CV et dont le poids, moteur compris, est inférieur à 800kgs, est tenu d'utiliser en permanence, quand il fait route, le dispositif de sécurité coupant automatiquement l'allumage, ou à défaut les gaz, en cas d'éjection ou de malaise du pilote.

Le port du gilet de sécurité est obligatoire pour tout mineur de moins de 18 ans se livrant à une activité nautique à l'aide d'embarcation ou radeau à voile, à moteur ou à rames.

ARTICLE 10 : Manifestations nautiques.

Des dérogations spéciales peuvent être accordées par arrêté préfectoral à l'occasion des fêtes, meetings, régates, courses, rassemblements ou essais de bateaux après consultation du service Régional de l'Industrie et de la Recherche et de l'Environnement de Midi-Pyrénées.

ARTICLE 11 : Mesures temporaires.

Des restrictions à la navigation peuvent être décidées. Ces restrictions seront alors portées à la connaissance des usagers du plan d'eau.

ARTICLE 12 : Dispositions diverses.

L'organisation de tout service de transport en commun de passagers sur la retenue ainsi que la location d'embarcations de toute nature à des fins commerciales devra faire l'objet d'une convention préalable avec Electricité de France, indépendamment de l'application des règles de droit commun concernant la sécurité.

Cette convention n'entrera en vigueur qu'après approbation par le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Midi-Pyrénées.

Les abords du plan d'eau doivent être maintenus dans le plus parfait état de propreté.

Il est rigoureusement interdit d'y jeter, ainsi que sur le plan d'eau lui-même, des débris de toute nature.

Il est interdit également de se livrer sur le plan d'eau et ses abords à des activités susceptibles de nuire au bon ordre et à la sécurité publique.

Les interdictions et restrictions de navigation imposées par le présent arrêté ne sont pas opposables aux embarcations d'Électricité de France, aux embarcations du service du contrôle des ouvrages de la concession des forces hydrauliques, ainsi qu'à celles utilisées pour la police de la pêche, le respect de la présente réglementation et le sauvetage.

Toutes ces embarcations doivent porter un fanion rouge à l'avant.

Les infractions aux présentes dispositions seront constatées et réprimées conformément aux lois et réglementations en vigueur.